

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 4.1.3 – TECHNIQUE - EAU POTABLE PRODUCTION / DISTRIBUTION A L'USAGER –
STATION PRODUCTION LABOULE – VALIDATION AVANT-PROJET -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 4.1.3 – TECHNIQUE - EAU POTABLE PRODUCTION / DISTRIBUTION À L'USAGER –
STATION PRODUCTION LABOULE – VALIDATION AVANT-PROJET -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Lors de sa séance du 15 novembre 2011, le bureau syndical a délibéré pour engager l'opération de restructuration de la station de production d'eau potable de Laboule. Cette opération s'inscrit dans la programmation du schéma directeur eau potable du secteur Tanargue, avec une enveloppe financière de 1 800 000 €/HT. Les élus ont également délibéré pour lancer la consultation relative à la mission de maîtrise d'œuvre et autoriser le Président à signer un marché d'études.

Après consultation et audition, un marché de maîtrise d'œuvre a été signé le 26 juin 2013 avec le bureau d'études NALDEO pour un montant de 57 600 €/HT. La phase diagnostic des installations existante s'est déroulée durant la période estivale et le document « Avant Projet Détaillé » a été remis le 27 novembre dernier.

Conformément au cahier des charges, deux scénarios ont été étudiés :

- Le premier concerne l'étude de la réhabilitation de l'usine existante sur son site,
- Le second concerne l'étude de création d'une usine sur un nouveau site en amont de l'usine existante, au lieu-dit Charlie commune de Laboule, en contrebas de la route départementale n° 24.

La filière proposée pour les deux scénarios se compose de :

- Traitement de la turbidité par Coagulation/Floculation/Décantation,
- Traitement de l'agressivité par reminéralisation,
- Traitement d'affinage de la turbidité par filtration sur sable (conservation des ouvrages existants pour le scénario 1),
- Traitement de désinfection poussé par ultraviolet et chloration complémentaire,
- Mise en place en parallèle d'une filière de traitement des boues.

L'estimation financière réalisée par Naldéo au stade APD est de :

- 1 424 141 €/HT (dont 1 308 541 €/HT de travaux) pour le scénario 1,
- 1 935 186 €/HT (dont 1 827 586 €/HT de travaux) pour le scénario 2.

Dans ces conclusions, le bureau d'études écrit que le scénario n°1 est le plus adapté, la création d'une nouvelle station étant 36 % plus onéreuse que la réhabilitation de l'installation existante. Un certain nombre de fonctionnalités sont déjà existantes et ne nécessiteront que quelques optimisations comme les filtres à sables et les bâches d'eau traitées.

D'un point de vue environnemental, la réhabilitation d'un site existant est à privilégier par rapport à la création d'un nouveau bâtiment induisant la création de réseaux, d'un pompage supplémentaire... Certaines contraintes (maintien de la continuité de service, exigüité du site, environnement géologique) existent mais restent techniquement surmontables.

Le bureau syndical est amené à débattre des points suivants :

- Valider l'avant projet détaillé du maître d'œuvre en retenant le scénario N°1 pour la suite de l'opération ;
- Engager la phase projet ;
- Lancer les consultations pour les marchés de travaux. Il est proposé de retenir une procédure adaptée ; cette procédure comportera une étape de négociation dont les modalités seront définies ultérieurement ;
- Retenir pour critères de choix la valeur technique de l'offre (pondération de 40 % ; appréciée notamment au regard de la pertinence de la solution technique la qualité des matériaux et équipements mis en place, les moyens mis en œuvre pour répondre aux contraintes environnementales et paysagères du site, la fiabilité de l'unité, les garanties de traitement, les moyens mis en œuvre pour maintenir la continuité de service) et le prix (pondération 60 %) en prévoyant des pénalités en cas de retard ;
- Autoriser le Président à signer les marchés de travaux à venir dans le cadre de l'économie présentée ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL